

PLAN CHLORDÉCONE IV

AGIR ENSEMBLE POUR
INFORMER
PROTÉGER
RÉPARER

FÉVRIER 2024

SOMMAIRE

3

**CE QUE L'ON SAIT SUR
LA CHLORDÉCONE**

4

L'ESSENTIEL DU PLAN CHLORDÉCONE

6

**QUELLES SONT LES POPULATIONS
CONCERNÉES ? QUELLES SOLUTIONS ?**

**1 • Les habitants de Guadeloupe
et de Martinique**

**2 • Les professionnels de l'agriculture
et de la pêche**

17

OÙ EN EST LA RECHERCHE ?

**1 • La recherche scientifique occupe une part
importante dans le plan chlordécone**

2 • La pollution des écosystèmes

3 • Les impacts sur la santé humaine

22

LE VRAI DU FAUX SUR LA CHLORDÉCONE

CE QUE L'ON SAIT SUR LA CHLORDÉCONE

LA CHLORDÉCONE S'ÉLIMINE NATURELLEMENT DE L'ORGANISME

La chlordécone est un pesticide...

... organochloré **toxique**, destiné à lutter contre le charançon du bananier, un insecte ravageur pour ces cultures. Elle a été utilisée dans les bananeraies de la Guadeloupe et de la Martinique de 1972 à 1993. Sa structure chimique explique sa persistance dans l'environnement.

**4 à 6
mois**



environ pour diviser par deux la concentration de chlordécone dans le sang, en dehors de toute nouvelle exposition.

Il est possible d'**agir en supprimant la chlordécone de son assiette**, sans tourner le dos aux productions locales.

En effet, tous les milieux ne sont pas contaminés (sols et milieux aquatiques), **toutes les productions ne sont pas sensibles** à la chlordécone et il est possible d'éviter la contamination ou de décontaminer certains animaux.

Agir sur l'alimentation est la meilleure façon de réduire son exposition.

L'ESSENTIEL DU PLAN CHLORDÉCONE

Depuis trois ans, le Plan Chlordécone IV traduit sur le terrain l'engagement de l'État à **informer** les citoyens sur les risques, à **protéger** la santé des habitants et à **réparer** les préjudices liés à la contamination à travers une quarantaine de mesures dans tous les secteurs. La lutte contre les impacts de la chlordécone constitue un enjeu environnemental, sanitaire, agricole, économique et social pour les Antilles.

Le Plan Chlordécone IV est construit pour offrir des solutions dans tous les secteurs concernés et pour toutes les populations potentiellement impactées par la contamination.

Par exemple, les crédits « recherche » ont été doublés, pour accentuer les efforts en matière de dépollution des sols et de protection de la santé des femmes.

Ce plan **global et ambitieux**, construit **avec et pour tous**, **concrétise la reconnaissance de la part de responsabilité de l'État** dans le scandale environnemental de la chlordécone, prononcée par le président de la République en 2018. Il **a été élaboré en co-construction** avec l'ensemble des acteurs et après une large consultation du public organisée aux Antilles fin 2020.

Le Plan Chlordécone IV intègre largement les préconisations des parlementaires, réunis dans une commission d'enquête en 2019, aussi bien en matière de **prévention des risques**, de **recherche**, de réparation des **préjudices économiques** ou d'**indemnisation** des victimes.

Concrètement, le budget initial du Plan Chlordécone IV était de **92 Millions d'euros pour la période 2021-2027**, soit **plus que la totalité des budgets des plans précédents**.

Régulièrement réhaussé, ce budget a **évolué en 2023 pour atteindre 130 Millions d'euros**, pour répondre aux besoins des populations.

Depuis le lancement du plan en 2021, l'État a mobilisé plus de **28 Millions d'euros**.

Impliquant **9 ministères**, avec **les préfets et les Agences Régionales de Santé (ARS)** en première ligne, ainsi que **les agences sanitaires, une large communauté scientifique et de nombreux partenaires associatifs locaux**, le Plan Chlordécone IV mobilise **plus de 150 acteurs référents** en Guadeloupe et en Martinique. **L'ambition de ce plan est d'agir en commun - État, collectivités locales et société civile.**



Pour coordonner les équipes entre Paris et les Antilles, **Edwige DUCLAY, ingénieure agronome de formation**, spécialisée dans la protection de la santé humaine face aux atteintes environnementales, dirige le projet, sous le pilotage du directeur général de la santé et du directeur général des outre-mer.

QUELLES SONT LES POPULATIONS CONCERNÉES ? QUELLES SOLUTIONS ?



LES HABITANTS DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE



Les habitants de Guadeloupe et de Martinique peuvent être concernés par la contamination à la chlordécone.

Le croisement entre une évaluation de l'Anses effectuée fin 2022 et les résultats des travaux de Santé Publique France de 2018 (étude Kannari 1) montre qu'en 2014, **plus de 75% des habitants présentaient un taux de chlordécone dans le sang inférieur à la valeur toxicologique de référence.**

Depuis 2021, près de **30 000 dosages de chlordéconémie** ont été réalisés.

Environ **2 000 personnes** dépassant le seuil sont accompagnées individuellement.

SOLUTIONS

Il existe des solutions de prévention pour réduire le taux de chlordécone dans le sang en agissant sur l'alimentation :

- Pour mesurer ce taux et son évolution, des **dosages gratuits du taux de chlordécone dans le sang (chlordéconémie)** sont à disposition de chaque habitant de Guadeloupe et de Martinique. Ils sont pris en charge par le Plan Chlordécone.
- Un **accompagnement gratuit et personnalisé** (visite à domicile par un expert en nutrition et recontrôle de la chlordéconémie à 9 mois) est proposé aux personnes les plus exposées (chlordéconémie > 0,4 µg/L de plasma).
- Un accompagnement spécifique pour les **femmes enceintes** est proposé en Guadeloupe et est à l'étude en Martinique.



L'exposition

des populations à la chlordécone est majoritairement liée à l'alimentation.



Les collectivités

mettent en place des traitements de l'eau potable supplémentaires pour éliminer la chlordécone.

SOLUTIONS

Contrôle et surveillance accrue des produits, et recommandations générales :

- Environ 5000 contrôles sur l'alimentation sont réalisés chaque année par l'État au stade de la production, de la vente et de l'importation, avec un taux de conformité supérieur à 97% depuis 2020*.
(* respect des limites maximales de résidus)

Le nombre de contrôles a doublé depuis 2017.

SOLUTIONS

L'État prend en charge le surcoût du traitement de l'eau potable engendré par la pollution à la chlordécone, dans les 7 stations où ce traitement est nécessaire (six en Guadeloupe et une en Martinique).

Le taux de conformité de l'eau potable est de 100 % en Martinique et 99 % en Guadeloupe



Les jardiniers amateurs peuvent être concernés par la contamination de leur production en zone contaminée.



Que dit la science ?

Les aliments sensibles à la chlordécone sont : les légumes racines, tubercules et rhizomes, patates douces, ignames, carottes, navets, gingembre, les oeufs produits en plein air, les viandes produites en sol contaminés et les poissons et crustacés issus de milieux contaminés.

Les denrées provenant de circuits informels, (les produits achetés en bord de route ou issus de la pêche de loisir ou des jardins familiaux) sont plus à risque car on ne connaît pas leur provenance.

En revanche, **certaines cultures sont moins sensibles** à une contamination à la chlordécone, même si elles poussent sur des sols pollués. Il s'agit des arbres fruitiers (agrumes, goyaviers, arbres à pain, etc.), des solanacées (tomates, aubergines, poivrons, piments, etc.) et des féculents aériens (christophine, pois, etc.) notamment. **Elles ne contribuent donc pas ou très peu à l'exposition à la chlordécone.**

L'eau potable, que ce soit l'eau du robinet ou l'eau embouteillée, est contrôlée et traitée. Elle n'est donc pas contributrice à l'exposition à la chlordécone, contrairement aux sources dites de bord de route.

SOLUTIONS

Les ARS coordonnent un programme d'analyse gratuite des sols et des aliments les plus contributeurs à l'exposition, de visites à domicile, d'ateliers collectifs et conseils pour produire des aliments sains (**JAJA : jardins familiaux**).

Parmi ces conseils, il est notamment recommandé la culture en bacs avec de la terre non polluée, la mise à l'écart du sol des animaux et une alimentation non contaminée.

En particulier, les œufs produits sur sols contaminés sont une source importante d'exposition.

4 500 tests de sols réalisés depuis 2021

Recommandations de l'Anses (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) pour certains aliments issus des circuits informels :



Limiter à 4 fois par semaine la consommation de produits de la pêche en provenance des circuits courts (pêche de loisir, de subsistance ou achat sur bord de route).



Ne pas consommer de produits de pêche en eau douce issus des zones d'interdiction de pêche définies par arrêté préfectoral.



Limiter à 2 fois par semaine la consommation de racines et de tubercules issus des jardins familiaux en zone contaminée.



Ne pas boire l'eau des sources de bord de route.



Laver les légumes racines et les cucurbitacées (courgettes, giraumons, concombre, etc.) puis de les éplucher généreusement (0,5 cm d'épaisseur) avant de les laver à nouveau.



Respecter les zones d'interdiction de pêche en mer et ne pas pêcher en eau douce.

LES PROFESSIONNELS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE



Les travailleurs ou exploitants ayant contracté une maladie liée à l'utilisation de pesticides en milieu professionnel (dont la chlordécone), et leurs enfants exposés en période prénatale sont reconnus comme des victimes.

FIVP :
Au 1^{er} février 2024,
155 dossiers complets
reçus, 107 accords
et 60 personnes
indemnisées.

500 consultations
toxicologiques
en Martinique dont
150 sur le volet
chlordécone.

SOLUTIONS

Cette reconnaissance ouvre le droit, via le Fonds d'Indemnisation des victimes de pesticides (FIVP) à un capital pour les enfants, et une rente annuelle pour les victimes professionnelles. Pour le cancer de la prostate par exemple, celle-ci est comprise, a minima, **entre 1 500 et 20 000 euros par an, à vie, en fonction du stade de la maladie, pour un travailleur.**

Les personnes éligibles à ces indemnisations peuvent bénéficier gratuitement de l'appui de l'association Phyto-victimes pour monter leur dossier.

Par ailleurs, les personnes les plus exposées peuvent être orientées vers le **centre Régional de pathologies professionnelles et environnementales (CRPPE)** qui leur offre des consultations spécialisées et des recommandations et les oriente, si nécessaire vers une prise en charge et un suivi médical.



Les travailleurs ou exploitants agricoles ont des taux plus élevés de chlordécone dans le sang que la population générale.



Les exploitants agricoles dont les parcelles sont potentiellement exposées.

SOLUTIONS

En Martinique, **un dispositif spécifique pour « aller vers » a été mis en place pour faciliter l'accès** des travailleurs agricoles au dispositif de chlordéconémie pendant leurs heures de travail.

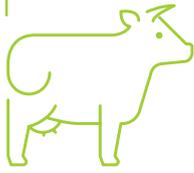
Deux campagnes ont été organisées en 2023 et un accompagnement spécifique est en place pour réduire leur exposition.

SOLUTIONS

Des analyses de sols gratuites et des recommandations de pratiques culturales sont proposées, selon le degré de contamination des sols.

Environ
4 500 tests des sols réalisés depuis 2021.

En 2023 :
1 000 dosages de chlordéconémie ont été réalisés dans les exploitations agricoles volontaires.



Les éleveurs de bovins

en zone à risques possèdent des bêtes qui peuvent être contaminées par l'alimentation et présenter un risque pour le consommateur et un manque à gagner pour l'exploitant.

SOLUTIONS

Avec l'appui du Groupement de défense sanitaire en Martinique et Sanigwa en Guadeloupe, **les éleveurs concernés bénéficient depuis plusieurs années d'un dispositif pour faciliter la décontamination des bovins.**

En complément, depuis janvier dernier, ils peuvent bénéficier d'une prime d'engagement et 160 à 200 euros par bête abattue.



Les professionnels de la pêche

sont concernés par les zones d'interdiction de pêche partielles ou totales.

SOLUTIONS

Des macarons pour identifier les pêcheurs professionnels, une **enveloppe financière annuelle de 1,5 million d'euros pour couvrir leurs contributions CSG et CRDS**, et une simplification des démarches ont été mis en place. Cette aide leur permet d'être à jour de leurs cotisations et de bénéficier ainsi d'autres aides économiques.

Plus de 300 éleveurs de bovins accompagnés au 1^{er} février 2024 et au moins 40 demandes d'aides financières déposées.

400 pêcheurs accompagnés depuis 2022.



Les végétaux

Deux processus expliquent la contamination des végétaux par la chlordécone : le contact direct du végétal avec le sol pollué et la diffusion de la chlordécone par la sève.

C'est pourquoi plus la partie consommée de la plante est loin du sol, moins elle risque d'être contaminée.

Trois catégories de végétaux ont ainsi été déterminées :

Peu sensibles

(cultivées sans risques sur tous les sols) :

Arbres (agrumes, goyaves, bananes par exemple), solanacées (tomates, aubergines, poivrons, piments) ainsi que les choux, les christophines, gombos et ananas.

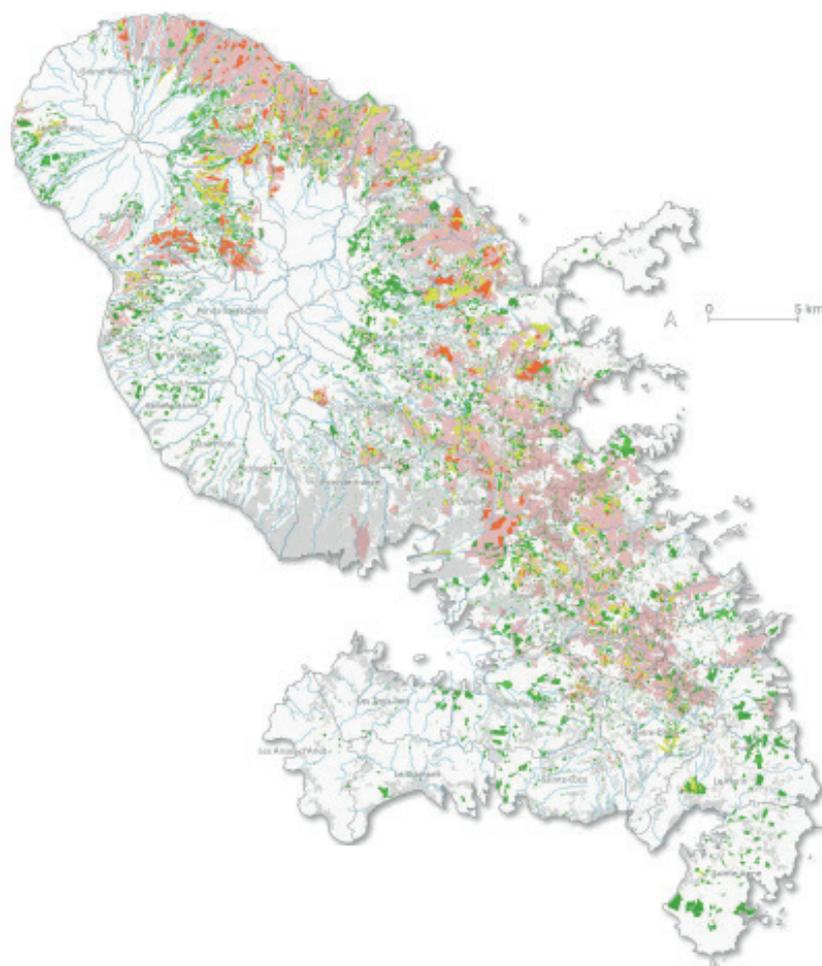
Moyennement sensibles

(affichent des taux proches des limites lorsque cultivés sur sol pollué) : cives, cannes à sucre, laitues et cucurbitacées.

Sensibles

(affichent des taux très au-dessus des limites lorsque cultivés sur sol pollué) : Racines et tubercules (patate douce, ignames, dachines, carottes, navets).

Lorsque le sol est pollué, il n'existe aujourd'hui pas de solution pour empêcher la contamination des cultures sensibles.

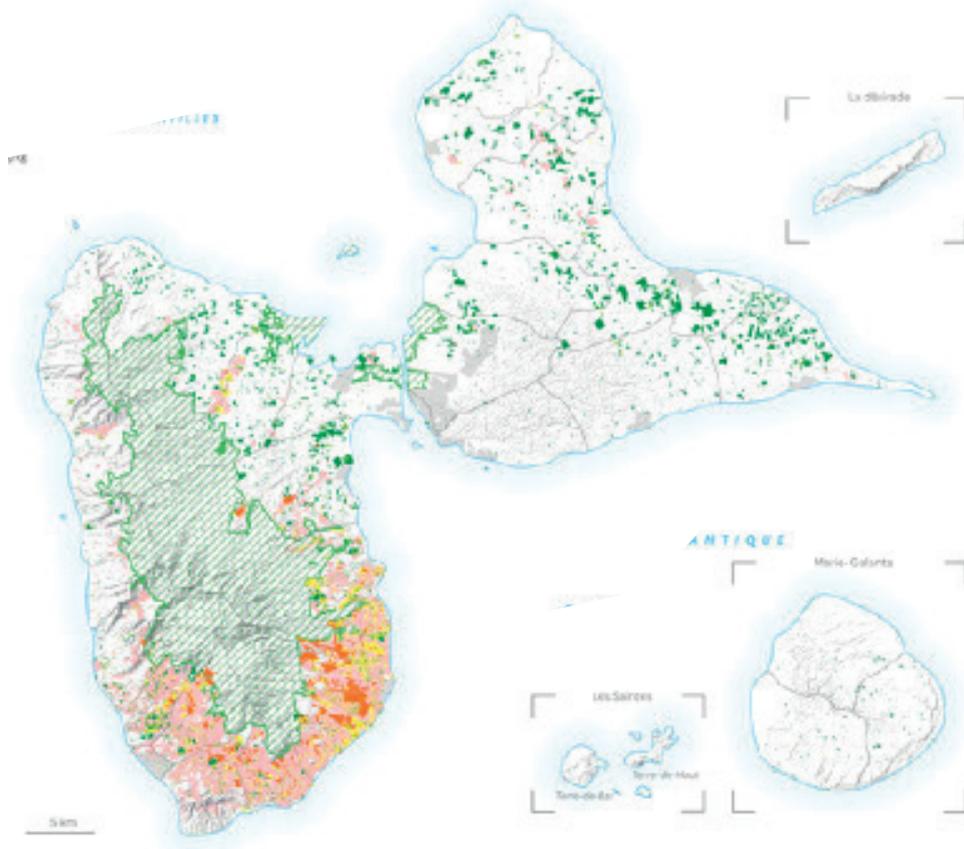


MARTINIQUE

Teneur en chlordécone des sols analysés

- Zone à risque de contamination des sols (présence historique de culture de la banane, parcelle non analysée)
- Zone artificialisée
- Principaux cours d'eau
- Limites de communes

		Niveau de contamination par la chlordécone				
		Taux (mg/kg)	Non détecté < LD (limite de détection)	Faible LD à 0,1	Moyen 0,1 à 1	Fort > 1
Répartition des résultats en surface sur l'ensemble des sols analysés			51 %	15 %	20 %	14 %
		Toutes cultures possibles	Éviter cultures très sensibles		Éviter cultures sensibles et très sensibles	
		Tous élevages de plein air, toutes espèces possibles. Tous élevages hors sol, toutes espèces possibles.	Éviter tous élevages de rente de plein air pendant une période dépendante de l'espèce avant l'abattage. Tous élevages hors sol, toutes espèces possibles.			

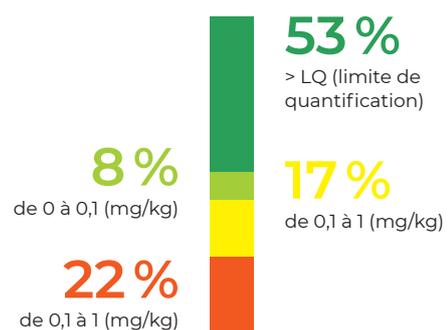


GADELOUPE

Teneur en chlordécone des sols analysés

- Teneur inférieure à la limite de quantification Élevages et toutes cultures végétales sont possibles
- Teneur comprise entre la limite de quantification et 0,1 mg/kg Toutes cultures végétales sont possibles
- Teneur comprise entre 0,1 et 1 mg/kg Les cultures végétales sont possibles à l'exception des racines, cives et poireaux
- Teneur supérieure à 1 mg/kg Seules les cultures fruitières et arbustives et les cultures maraîchères sans contact avec le sol sont possibles
- Zone à risque de contamination des sols (étude ChlEauTerre 2017)
- Espaces naturels réglementés Zone de montagnes, de forêts tropicales humides et de mangroves
- Espaces urbanisés Zone densément peuplée (> 100 hab/km²) et de sols artificialisés

Répartition des résultats sur l'ensemble des sols analysés :



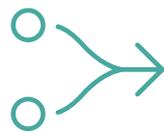
Cartographie des sols :

Les zones à risques sont connues, notamment à partir de l'historique bananier des parcelles et l'analyse des eaux par bassins versants. Elles sont en cours d'actualisation.

POUR ALLER PLUS LOIN



Pour dépasser le sentiment de défiance et parvenir à ses objectifs, le Plan Chlordécone IV est volontairement pensé comme une **stratégie collaborative** et **co-construite** avec l'ensemble des parties prenantes.



Ainsi, le plan fait l'objet de points d'étapes réguliers sur chaque territoire pour **évaluer, discuter et améliorer la quarantaine de mesures déployées sur le terrain.**



Ces réunions permettent un dialogue actif et continu entre l'État et les élus locaux, les représentants de la société civile (associations, collectifs), les représentants de la sphère économique, de la recherche et de la communauté médicale.

OÙ EN EST LA RECHERCHE ?



LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE OCCUPE UNE PART IMPORTANTE DANS LE PLAN CHLORDÉCONE IV

Le budget mobilisé initialement de 26 M€ est doublé à horizon 2030, soit 40 % du budget total.

Les travaux de recherche sont coordonnés et valorisés par **un Comité de Pilotage Scientifique National (CPSN)** et par une **coordination locale de la recherche sur la chlordécone aux Antilles (CloReCA)**.

Ces deux instances sont chargées d'organiser à échéance régulière des colloques dont le dernier s'est tenu **en Guadeloupe en décembre 2022**. Elles se réunissent régulièrement

POUR ALLER PLUS LOIN



Il n'y a pas de sujet tabou : faire la lumière sur tous les sujets autour de la chlordécone est une condition de la réussite du Plan Chlordécone.

De nombreux travaux scientifiques ont déjà été conduits ou sont en cours. Ils concernent la dépollution des sols, la santé des femmes, les liens entre chlordécone et cancer de la prostate, ou autres cancers, le suivi d'une cohorte de plus de 12 000 travailleurs en bananeraies, le suivi d'une cohorte mère – enfant (Timoun), la remédiation de la pollution des sols et transferts de la pollution dans les milieux.

2 enquêtes de Santé publique France (Kannari) sont lancées, à 10 ans d'intervalle, pour mieux connaître le **taux d'exposition des habitants de Guadeloupe et de Martinique**.

LES IMPACTS SUR LA SANTÉ HUMAINE



Associations observées,
en lien avec une exposition
environnementale
à la chlordécone



CHEZ L'HOMME

Une augmentation du risque
de survenue et de récurrence du
cancer de la prostate.



CHEZ LA FEMME

Augmentation du risque
d'accouchement prématuré.



CHEZ L'ENFANT

Les jeunes enfants ayant
une exposition prénatale
et/ou postnatale peuvent
présenter des risques de
modifications des trajec-
toires staturo-pondérales,
de modifications épigéné-
tiques et de concentrations
des hormones circulantes.
De plus, de moins bons scores
peuvent être observés dans
l'estimation de la mémoire
récente, de la motricité fine, du
traitement de l'information et
de la sensibilité au contraste
visuel, des capacités intellec-
tuelles et des troubles com-
portementaux.

**Il est possible de réduire
sa chlordéconémie en
réduisant son exposition : sa
concentration chute de 50 %
en moins de 6 mois lorsque
l'exposition est stoppée.**

Absence d'associations
observées en lien avec
une exposition environne-
mentale à la chlordécone

CHEZ L'HOMME

Pas d'altération des
paramètres du sperme

CHEZ LA FEMME

Au cours de la grossesse, pas
d'association avec le risque
de diabète gestationnel, d'hy-
pertension gestationnelle, ni
de pré-éclampsie

LORS DU DÉVELOPPE- MENT DE L'ENFANT

Pas d'atteintes testiculaires

CHEZ L'ENFANT

À la naissance, pas d'associa-
tion avec les malformations
congénitales.

**Plus 75 à 85%* des adultes
ont des taux inférieurs à
la valeur toxicologique de
référence interne (définie
par l'Anses) en dessous de
laquelle le risque sanitaire
peut être écarté.**

*Selon les données de l'étude Kannari
(2013-2014)

LES TRAVAUX EN COURS POUR MIEUX CONNAÎTRE L'IMPACT DE LA CHLORDÉCONE SUR LA SANTÉ.

L'INSERM poursuit ses travaux sur l'évaluation de l'impact des expositions pré- et post-natales à la chlordécone sur le développement de l'enfant et de l'adolescent (TIMOUN) ; ainsi que sur le lien entre exposition à la chlordécone et le cancer de la prostate (KARU PROSTATE) et la fertilité féminine (KARU FERTIL).

Un programme de recherche pluridisciplinaire porté par l'INCa est en cours pour approfondir la compréhension du rôle de la chlordécone dans le risque de développement du cancer de la prostate (Consortium CHLOECAPA).

L'ANSES poursuit ses travaux sur l'évaluation du niveau d'exposition alimentaire de la population au regard des habitudes d'approvisionnement, de préparation et de cuisson des aliments (CHLOREXPO).

Santé publique France travaille, en collaboration avec l'INSERM, sur l'analyse des données d'une cohorte de plus de 12 000 travailleurs agricoles de la banane exposés à la chlordécone.

L'agence va également bientôt publier les résultats d'une évaluation réaliste du programme JaFa et un rapport sur l'élaboration de messages pour la population en collaboration avec la population antillaise et des experts scientifiques et associatifs.

Des travaux sont également en cours sur l'exposition de la population antillaise à la chlordécone et autres polluants (KANNARI 2), sur le rôle de l'exposition environnementale dans le développement de myélomes multiples et autres lymphomes non-hodgkieniens (Lymphodom) et sur la répartition spatiale des cancers liés à la pollution des sols par la chlordécone.

Enfin, un programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) sur la santé de la femme, portant sur les liens entre endométriose et infertilité, et qui mentionne explicitement la chlordécone vient d'être lancé.

LA POLLUTION DES ÉCOSYSTÈMES

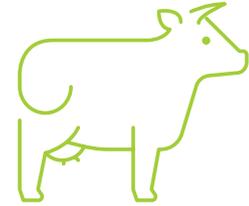


L'eau

L'eau est un vecteur important de transfert de la chlordécone, à la fois vers les milieux aquatiques, mais aussi dans les organismes en cas de consommation d'eau de source contaminée.

L'eau des sources dites « de bord de route », peut être fortement contaminée, contrairement à l'eau du robinet et l'eau embouteillée.

Depuis les rivières vers les côtes et la mer, l'eau est de moins en moins contaminée à mesure que l'on s'éloigne des sources de pollution. Certaines zones côtières restent toutefois contaminées, et avec elles les herbiers, la mangrove ou les récifs.



Les Animaux

Les animaux peuvent se contaminer

par 3 vecteurs :
le sol,
les aliments
et l'eau.

Ce troisième élément rend la faune aquatique particulièrement sensible, notamment celle qui se nourrit d'herbivores (crustacés, poulpes, étoiles de mer, petits poissons).

Pour limiter la contamination, plusieurs solutions sont proposées :

- Mettre à distance l'animal du sol s'il est contaminé (fourrage, récipients pour les aliments, poulailler en hauteur...)
- Ne pas donner d'aliments contaminés (épluchures de fruits et légumes par exemple)
- Observer un temps de décontamination avant abattage, notamment pour les espèces à durée d'élevage assez longue et à décontamination assez courte comme les ruminants.

DÉCONTAMINATION DES SOLS

Il n'y a pas de solution opérationnelle à ce jour pour dépolluer les sols. Si certaines pistes sont prometteuses en laboratoire, elles n'ont pas encore fait leurs preuves in situ et à grande échelle.

Pour accélérer le processus de décontamination trois pistes sont étudiées par des équipes de recherche financées par le Plan Chlordécone :

Il n'y a pas de consensus scientifique sur la durée de dégradation de la chlordécone dans les sols qui est extrêmement persistante.

Les scénarios oscillent entre plusieurs dizaines d'années à plusieurs siècles. Par ailleurs, les produits de la dégradation de la chlordécone peuvent aussi être toxiques et doivent continuer à être étudiés.



LA SÉQUESTRATION

En ajoutant du compost ou du charbon actif. L'ajout de compost réduit le transfert sol-plante sur les tests en plein champ. L'ajout de charbon actif a permis de diminuer la disponibilité de la chlordécone en laboratoire.



LA DÉGRADATION

Par ISCR (In Situ Chemical Reduction) ou microbiologique. L'ISCR a montré des résultats sur les tests en plein champ avec une diminution de la concentration de chlordécone (variable selon les sols) et une réduction des transferts sol-plante avec une absence de données sur les effets de long terme et de test à grande échelle.



LA PHYTOREMÉDIATION (TRAITEMENT PAR LES PLANTES)

Cette approche n'a pas encore fait preuve de son efficacité en conditions réelles et paraît moins prometteuse.

LE VRAI DU FAUX SUR LA CHLORDÉCONE

NON

90% des antillais ne sont pas « empoisonnés » par la chlordécone.

Les mots comptent, il s'agit d'une exposition sur le plan sanitaire et environnemental. En 2013-2014, plus de 9 antillais sur 10 présentaient des traces de chlordécone dans le sang. Il faut regarder ce chiffre avec objectivité et rigueur scientifique. On peut éliminer naturellement la chlordécone de l'organisme en changeant son alimentation : en 4 à 6 mois, la moitié de la chlordécone est éliminée du sang. La présence de chlordécone dans le sang ne signifie pas pour un individu qu'il est malade ou risque de l'être. D'après la même étude (Kannari) et les travaux de l'Anses publiés en 2022, 75% à 85% des personnes sont en dessous du seuil d'alerte au-dessous duquel le risque sanitaire peut être écarté. Le plan chlordécone prend en charge la chlordéconémie pour tous et un accompagnement renforcé pour les personnes les plus exposées.

10 ans après, Santé Publique France a lancé l'étude Kannari2 début 2024 pour améliorer les connaissances et encore mieux protéger les populations.

OUI

Il est parfaitement possible de cultiver des produits non sensibles sans chlordécone, sur sols contaminés.

NON

Tous les sols de Guadeloupe et de Martinique ne sont pas contaminés.

En Guadeloupe, la zone à risque concerne 1/5 de la surface agricole utile et 2/5 en Martinique.

OUI

La chlordécone s'élimine naturellement de l'organisme

En respectant les recommandations alimentaires. Stopper l'exposition permet de diviser par 2 la quantité présente dans le sang en 4 à 6 mois.

NON

Il n'y a pas de solution opérationnelle à ce jour pour dépolluer les sols.

De nombreux travaux de recherche sont financés par le Plan Chlordécone. Si certaines pistes sont prometteuses en laboratoire, elles n'ont pas encore fait leurs preuves in situ et à grande échelle.

NON

Les victimes de la contamination aux Antilles ne présentent pas les mêmes symptômes que ceux victimes du Képone aux États-Unis dans les années 70.

Les symptômes graves du syndrome de Képone ont été observés sur les employés d'une usine fabriquant le pesticide, chez qui on observait une chlordéconémie supérieure à 1mg/L de plasma suite à une exposition aiguë. Ces symptômes incluent atteintes neurologiques, atteintes testiculaires et hépatomégalie fonctionnelle. Aujourd'hui, la valeur toxicologique de référence (VTR) est de 0,4 µg/L de plasma, **soit 2500 fois moins que celle observée pour le syndrome de Képone.**

OUI

Les œufs produits sur sols contaminés peuvent contribuer fortement à l'exposition.

Dans ce cas, il est prioritaire de mettre la poule hors de contact du sol et de l'alimenter avec des aliments non contaminés.

OUI

Le taux d'incidence du cancer de la prostate est plus élevé aux Antilles.

L'INSERM a conclu à une relation causale probable entre chlordécone et risque de cancer de la prostate. Ce type de cancer est multifactoriel : l'âge, les antécédents familiaux, l'origine ethnique et l'environnement sont des facteurs de risque. Pour les expositions professionnelles aux pesticides, le cancer de la prostate est reconnu comme maladie professionnelle.

NON

L'eau du robinet n'est pas contaminée à la chlordécone.

Toutes les eaux issues des captages et installations de traitement sont contrôlées et sont conformes aux seuils de potabilisation. L'eau conditionnée est également soumise à des contrôles réguliers sur ses chaînes d'embouteillage. **En revanche, certaines sources de bord de route sont très contaminées et leur consommation est fortement déconseillée.**

OUI

L'État contrôle les aliments au stade de la production, de la commercialisation, et de l'importation.

Le nombre de contrôles a été doublé depuis 2017 et les taux de conformités sont supérieurs à 97%.

NON

La chlordécone n'a jamais été autorisée en France, sur d'autres cultures que la banane, pour lutter contre le charançon noir.

NON

Ce n'est pas dangereux de se baigner dans une eau contaminée à la chlordécone.

La contamination par voie cutanée est très limitée chez l'humain et cette voie d'exposition est négligeable.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plan
chlordécone